

## L'Afrique de l'Ouest dans l'oeil du cyclone

Leslie Varenne

28 octobre, 2015

Notes d'actualité

### Partie V : Conclusion : les coups d'Etat électoraux

Après le coup d'Etat manqué du 16 septembre au Burkina Faso - dont il est encore impossible de mesurer les conséquences notamment en ce qui concerne l'implication de plusieurs pays étrangers dans cette affaire-, l'Afrique de l'Ouest vient de réaliser deux magistraux coups d'Etat électoraux. Le premier s'est déroulé le 11 octobre en Guinée Conakry, avec un passage en force d'Alpha Condé, élu en bourrant les urnes et en s'octroyant 60% des voix dès le premier tour. Le second vient d'avoir lieu en Côte d'Ivoire où Alassane Ouattara a violé, non seulement les lois du code électoral, mais aussi celles de l'arithmétique !



Le scénario d'une victoire écrasante du président sortant et d'un scrutin à un seul tour était prévu depuis fort longtemps. En février dernier, un spécialiste de l'Afrique de l'Ouest confiait déjà à IVERIS : « *la seule crainte du pouvoir est le taux de participation.* » Ces inquiétudes étaient fondées et se sont révélées plus désastreuses que ce que le Président sortant et son camp n'avaient anticipé : les Ivoiriens se sont abstenus massivement. C'est ce qui explique l'interminable attente des résultats finaux et surtout du taux réel de participation. Finalement, la Commission électorale indépendante a annoncé qu'il y avait eu 54,63 % de votants. Un chiffre contesté par l'opposition qui, elle, avance un nombre compris entre 15 et 18%. Pourtant ce taux n'aurait dû être l'objet ni d'une polémique, ni d'une attente prolongée, puisque le National Democratic Institute, (NDI), un organisme américain, financé par la NED, était présent en Côte d'Ivoire. En effet, grâce à son système PVT, le NDI a les moyens d'obtenir des données fiables transmises dès la fin du scrutin. L'ex Premier ministre, Charles Konan Banny, a demandé : « *instamment au NDI de transmettre le taux de participation* ». Il attend toujours. L'ambassadeur américain, Terence McCulley, et la sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, Bissa Williams, n'ont pas attendu, eux, les résultats du scrutin pour donner une conférence de presse dès le lundi 26. Ils ont tous deux félicité les Ivoiriens pour cette élection : « *crédible, transparente et inclusive* ». Alassane Ouattara fait donc mieux que son homologue Alpha Condé et obtient un score à la soviétique : 83,66% ! Petite cerise sur le gâteau, les trois candidats indépendants, Charles Konan Banny, Essy Amara - ancien ministre des Affaires étrangères et ancien président du Conseil de sécurité - et Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée nationale -, qui s'étaient désistés avant le scrutin pour dénoncer l'escroquerie électorale qui s'annonçait, ont été comptabilisés dans le vote ! Bien entendu, ils obtiennent des miettes ; bien entendu, c'est illégal, mais puisque le scrutin a été déclaré crédible, transparent et inclusif ... L'Afrique francophone est malheureusement habituée à ce genre de mascarades électorales : en avril dernier, Faure Gnassingbé, qui se représentait pour la troisième fois consécutive à la tête du Togo, a, lui aussi, été élu dès le premier tour avec 55% des voix. En réalité son opposant Jean-Pierre Fabre avait obtenu 60% des suffrages et le président sortant 35%. Mais l'ONU a immédiatement validé la victoire de Faure Gnassingbé...

### Quelle légitimité ?

Le taux de participation en Côte d'Ivoire était un point crucial, pas seulement parce que l'opposition fidèle à l'ancien président Laurent Gbagbo avait appelé au boycott des urnes, mais parce qu'Alassane Ouattara était arrivé au pouvoir par les armes après une élection déjà contestée. Cette élection devait donc lui apporter une vraie légitimité afin d'en finir avec « *le président reconnu par la communauté internationale* ». Avec la manipulation des chiffres, il n'obtient qu'une légitimité de façade. Personne n'est dupe, ni les Ivoiriens, ni les chancelleries qui connaissent les vrais chiffres. Mais surtout, ces coups d'Etats électoraux, à Abidjan comme ailleurs, ne règlent aucun des problèmes qui se posent à ces Etats : pauvreté, chômage, corruption, réconciliation nationale. Bien au contraire, ils accentuent les frustrations, le ressentiment, les divisions et

laissent ces pays assis sur des poudrières. L'Afrique de l'Ouest n'est pas sortie de l'œil du cyclone...

[i] "*Le Président reconnu par la communauté internationale*" était l'appellation consacrée par la presse étrangère pour différencier les deux présidents Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara lors de la crise électorale de 2010. Le Premier avait été reconnu par le Conseil constitutionnel ivoirien, le second par la communauté internationale.

**Downloaded from:**

[http://iveris.eu/list/articles\\_dactualite/92-lafrique\\_de\\_louest\\_dans\\_loeil\\_du\\_cyclone](http://iveris.eu/list/articles_dactualite/92-lafrique_de_louest_dans_loeil_du_cyclone)

© copyright 2015 by Iveris. Tous droits réservés.